

METZ : UN CONGRÈS À MÉDITER

Pierre Simon

21/03/2014

Pierre Simon, professeur agrégé en histoire, qui achève une thèse sur la construction du Parti socialiste de 1971 à 1981, à l'université Michel de Montaigne Bordeaux 3, revient sur le Congrès de Metz.

« Metz ne veut pas entrer tristement dans l'histoire du socialisme », déclarait Jean Laurain en accueillant le vendredi 6 avril 1979 les délégués venus de toutes les fédérations socialistes participer au congrès de leur parti. Le député de Metz présentait ainsi que la manifestation qui s'ouvrait risquait fort de n'être pas qu'un simple congrès ordinaire.

Comme le prévoient ses statuts, le Parti socialiste organise en son sein tous les deux ans un large débat qui doit permettre de définir sa ligne politique, et de renouveler ses instances de direction. Pour les socialistes, les congrès sont l'affirmation de l'originalité démocratique de leur formation, tandis que ces discussions peuvent être perçues de l'extérieur comme le témoignage de divisions artificielles alimentées par des enjeux de pouvoir. Si le congrès d'Épinay de 1971 est devenu une référence incontournable, voire un mythe, d'autres congrès socialistes sont eux cités comme des exemples à ne pas reproduire, l'archétype étant celui de Rennes en 1990. Trente ans plus tard, quelle place peut-on accorder au congrès de Metz dans l'histoire socialiste ? Organisé deux ans avant l'élection présidentielle de 1981, il a laissé l'image d'un parti divisé et marqué par la rivalité entre François Mitterrand et Michel Rocard.

Cependant, n'est-ce pas une vision réductrice des débats de l'époque, qui masque derrière des ambitions personnelles les véritables enjeux de ce congrès ?

Metz est la première illustration de cette rivalité qui va alimenter les discussions des observateurs politiques pendant bien des années. Les parcours politiques de François Mitterrand et de Michel Rocard convergent en 1974 quand le dirigeant du PSU rejoint l'équipe de campagne présidentielle du premier secrétaire du PS. Quelques mois plus tard, en octobre, Michel Rocard adhère au PS lors des Assises du socialisme, avec plusieurs de ses camarades du PSU et de la CFDT. Il décide alors d'adopter une attitude loyale à l'égard de François Mitterrand, tout en marquant sa particularité en prononçant au congrès de Nantes en 1977 le discours sur les « deux cultures » du socialisme français. Mais la rupture se produit le soir du second tour des élections législatives de mars 1978, quand Michel Rocard déclare refuser la fatalité de l'échec de la gauche et suggère qu'une autre stratégie est possible. Pour François Mitterrand et ses amis, il s'agit d'une mise en cause de la ligne

définie depuis Épinay, et, en premier lieu, de celui qui l'incarne, c'est-à-dire le premier secrétaire du PS. Une riposte est lancée en juin 1978 avec la publication de « l'appel des trente », qui répond à Michel Rocard : la défaite est surtout imputable à l'attitude du PCF, peut-on lire, et tout changement d'orientation ne débouchera que sur un échec. La dispute s'amplifie à l'automne 1978 : les propos de Michel Rocard à l'antenne d'Europe 1 dénonçant un certain archaïsme politique semblent viser François Mitterrand ; fort de sondages favorables, l'ancien responsable du PSU s'affirme de plus en plus comme un rival du premier secrétaire, proposant même au début de l'année 1979, en cas de succès au congrès de Metz, sa candidature à la prochaine élection présidentielle.

Mais il ne s'agit pas ici d'une simple querelle de personnes. Si Michel Rocard propose un autre leadership aux socialistes, lui et ses amis rédigent pour le congrès de Metz une motion dans laquelle ils invitent leurs camarades à dépasser l'union de la gauche par une union des forces populaires qui associerait syndicats et associations, et à réviser leur conception de la rupture avec le capitalisme. Celle-ci ne peut se résumer à la conquête du pouvoir d'État et doit avoir pour cadre la vie professionnelle, sociale et quotidienne des Français. Le texte incite aussi à ne pas négliger la dimension internationale de cette rupture, les contraintes économiques que rencontreront les socialistes au pouvoir, et la politique rigoureuse qu'ils devront alors nécessairement mener. On observe alors au sein du Parti socialiste un reclassement des sensibilités. Pierre Mauroy, numéro deux du PS depuis Épinay, partage l'analyse de Michel Rocard selon laquelle l'échec de mars 1978 doit amener une nouvelle étape et, sans doute, des révisions indispensables. Ces révisions sont justement refusées par ceux que l'on appelle désormais les « mitterrandistes », alliés à Jean Poperen, qui affirment représenter la fidélité à la ligne d'Épinay. Pierre Mauroy se résigne alors à déposer son propre texte qui présente certaines convergences avec celui de Michel Rocard. Mais cette fois-ci il ne fait pas alliance avec Gaston Defferre, qui signe également sa propre motion afin de fixer au profit de François Mitterrand les voix de la puissante fédération socialiste des Bouches-du-Rhône. D'anciens partisans d'Alain Savary, comme Jean Pierre Cot ou Dominique Taddéi, ralliés à François Mitterrand en 1973, décident de suivre cette fois Michel Rocard, tandis que le premier secrétaire reçoit le renfort des mollétistes, pourtant marginalisés depuis 1975. Le Ceres de Jean-Pierre Chevènement assiste, non sans une certaine satisfaction, à la dislocation de la majorité à laquelle il s'est opposé depuis le congrès de Pau quatre ans auparavant.

Les adhérents socialistes sont finalement amenés à se prononcer sur sept motions. L'offensive de Michel Rocard échoue, et François Mitterrand remporte une victoire, nette mais relative. Sa motion, dite motion A, obtient avec 40% des voix un score supérieur à celui de ses deux principales concurrentes réunies (20 % à la motion C de Michel Rocard, 13,5% à la motion B de Pierre Mauroy). Alors que le Ceres (motion E) recule et ne représente plus que 15 % du parti. François Mitterrand restera donc premier secrétaire, l'enjeu du congrès de Metz étant dorénavant de déterminer sur quelle majorité il pourra s'appuyer.

Le choix de la ville de Metz a une double signification : il s'agit de saluer la progression électorale réalisée par le PS dans l'Est de la France, et de réunir les socialistes dans un lieu particulièrement touché par la crise. Après le vote sur l'activité des instances dirigeantes sortantes, le débat politique commence et François Mitterrand ouvre la discussion en définissant la problématique de ce congrès : une synthèse est possible mais elle suppose la clarté. Aussi, chacun entreprend de définir ce qui les sépare ou les rapproche des autres socialistes. Les amis du premier secrétaire estiment que désormais deux lignes s'opposent : celle d'Épinay, et une autre voie proposée par les motions B et C. Michel Rocard, lui, réfute cette vision des choses : il n'y a pas deux lignes mais deux logiques d'application de cette ligne d'Épinay dont une, qu'il conteste, est centrée sur la capacité exclusive de l'appareil d'État. Il provoque une partie des congressistes en déclarant : « Entre le marché et le rationnement, il n'y a rien », ce à quoi Laurent Fabius répond : « Entre le marché et le rationnement, il y a le socialisme ». Quant à Jean-Pierre Chevènement, il reprend à son compte la dialectique des deux cultures développée par Michel Rocard au précédent congrès de Nantes, mais pour dénoncer celle qu'il identifie à Rocard et qui s'appuie sur une sensibilité excessive à l'idéologie dominante, prenant appui sur la mode et privilégiant le changement individuel au détriment de l'effort collectif. Dans le même temps, le leader du Ceres estime que des points d'accord existent avec la motion A malgré des divergences, en particulier sur la question européenne.

En dépit des appels réitérés de Pierre Mauroy à la synthèse, celle-ci n'est pas réalisée en commission des résolutions. Le dimanche matin, les différentes tendances en prennent acte, tout en rejetant sur les autres la responsabilité d'un échec qui n'en est pas vraiment un dans l'esprit de beaucoup. Quelques jours plus tard, les amis de François Mitterrand trouveront un accord avec le Ceres qui effectuera ainsi son retour dans la majorité du parti.

À l'issue du congrès de Metz, le Parti socialiste ne présente plus tout à fait le même visage. Jusqu'à présent, l'autorité de François Mitterrand s'appuyait sur sa capacité à maintenir un équilibre interne entre les différentes tendances qui lui reconnaissaient le leadership. Celui-ci étant désormais contesté, il décide de prendre directement en main le PS en s'appuyant sur une nouvelle génération, celle des « sabras » venus à la politique après Épinay, et dont les principales figures sont alors Lionel Jospin, Laurent Fabius ou Paul Quilès. Comme le pressentait Michel Rocard dans sa dernière intervention à Metz, « un climat a été créé. Il sera long et difficile à remonter ». Les clivages qui sont apparus auront la peau dure, les rancœurs personnelles se manifesteront encore longtemps et il faudra attendre le retour de Lionel Jospin à la tête du parti, après 1995, pour que celles-ci soient en partie dépassées.

À Metz, Michel Rocard reconnut sa défaite en affirmant renoncer à une candidature présidentielle si François Mitterrand était lui-même candidat. Le congrès de Metz, ce fut aussi le moment où les socialistes commencèrent à prendre conscience de la place qu'occupait désormais l'élection présidentielle dans le débat politique, et qu'elle devrait donc prendre dans la vie de leur parti. Michel Rocard a alors introduit de nouvelles données : le choix du candidat ne dépend pas

uniquement du parti et de la ligne qu'il a définie, mais peut également s'appuyer sur le soutien de l'opinion.

La pratique du pouvoir a profondément atténué les divergences nées lors de ce congrès. Le débat interne a progressivement évolué, plaçant au centre des discussions les différentes expressions d'une ligne politique correspondant à l'exercice des responsabilités, et largement acceptée dans le Parti socialiste malgré des oppositions restées minoritaires. Aujourd'hui, avec le recul, on peut s'interroger : Metz n'a-t-il pas constitué la dernière occasion pour le PS de définir non seulement une ligne politique, mais aussi une vision de la société qu'il souhaitait proposer aux Français ? Pour les vainqueurs de Metz, les choix politiques qui ont été faits lors de ce congrès ont été validés par la victoire de 1981. Pour les autres, au contraire, ils annoncent les désillusions de l'exercice du pouvoir. Ces derniers ont pu ressentir de l'amertume en constatant que des idées ou des principes qu'ils avaient défendus à Metz avaient finalement été repris et appliqués par ceux-là même qui en avaient fait le procès en 1979.

**Pierre Simon Professeur agrégé en histoire Doctorant à l'université Michel de Montaigne
Bordeaux 3**

Outre les motions déposées par François Mitterrand (motion A), Pierre Mauroy (motion B), Michel Rocard (motion C), Gaston Defferre (motion D), et Jean-Pierre Chevènement (motion E), deux autres textes sont soumis à la discussion : l'un proposé par des dissidents du Ceres et l'autre par un nouveau courant exclusivement féminin.